



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Cotisations

Question écrite n° 64622

Texte de la question

M Rene Beaumont appelle l'attention de M le ministre des affaires sociales et de l'integration sur le fait que la legislation depuis 1987 prévoit pour les personnes agees de soixante-dix ans et plus, lorsqu'elles deviennent employeur d'un personnel de maison ou d'une garde a domicile, l'exoneration des charges patronales de securite sociale sur le salaire verse au salarie, et ce quel que soit le montant des ressources de l'employeur. L'exoneration des charges patronales de securite sociale au profit des associations employeurs d'un personnel d'aide menagere qui intervient au domicile des personnes agees sur prise en charge des caisses de retraite ou de l'aide sociale permettrait : 1o de faire cesser le systeme inegalitaire de prise en charge a deux vitesses qui est apparu en 1987 ; 2o de liberer des fonds sociaux des regimes de retraite et les fonds des departements dans le cadre de l'aide sociale pour financer des heures de prestations supplementaires ; 3o de creer plus de 5 000 emplois d'aide menagere ou d'equivalent temps plein. En consequence, il lui demande s'il entend modifier l'article L 241-10 du code de la securite sociale afin de permettre cette exoneration de charges.

Texte de la réponse

Reponse. - La loi no 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social prévoit, dans son article 21, qu'a compter du 1er juillet prochain « les remunerations des aides a domicile employees par les associations agreees au titre de l'article L 129-1 du code du travail, les organismes habiles au titre de l'aide sociale ou ayant passe convention avec un organisme de securite sociale beneficent d'une exoneration de 30 p 100 des cotisations patronales d'assurances sociales, d'accidents du travail et d'allocations familiales ». Cette exoneration, proposee par le Gouvernement en plein accord avec le Parlement, est partielle, car elle tient compte, d'une part, que les associations d'aide a domicile sont d'ores et deja financees en quasi-totalite par des fonds publics (par l'aide sociale departementale et par les differents regimes d'assurance vieillesse) et d'autre part des consequences financieres tres importantes pour le regime general de l'extension pure et simple de l'exoneration complete des cotisations dans un contexte financier particulierement delicat. Cette mesure est de nature a allger significativement les couts d'intervention des associations concernees. Par ailleurs, meme si cette disposition n'est pas cumulable avec la precedente, ces associations peuvent, si elles en remplissent les conditions, beneficier de l'abattement de cotisations de securite sociale de 50 p 100 institue par la loi no 92-1446 du 31 decembre 1992 pour developper le temps partiel. Une circulaire du ministere des affaires sociales et de l'integration precisera les modalites d'application de ces mesures.

Données clés

Auteur : [M. Beaumont Ren?](#)

Circonscription : - Union pour la democratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 64622

Rubrique : Securite sociale

Ministère interrogé : affaires sociales et integration

Ministère attributaire : affaires sociales et integration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 novembre 1992, page 5351